

## ARRÊTÉ MUNICIPAL

**Arrêté n° 110-2023**  
**portant autorisation d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L.3334-2 du code de la santé publique.**

**Le Maire d'AUZANCES (Creuse)**

*VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L.3321-1, L.3334-2 et L.3335-4 ;*

*VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4, L.2122-28 et L.2542-8 ;*

*VU l'arrêté préfectoral n°2016098-11 du 7 avril 2016 réglementant les débits de boissons dans le département de la Creuse et notamment ses articles 1, 2 10 et 11 ;*

*VU la demande présentée par le président l'amicale des sapeurs pompiers d'Auzances, M. Pierre ROUGERON, en date du 8 septembre 2023 ;*

**CONSIDÉRANT QUE cette demande est recevable dans le cadre d'une porte ouverte et d'un repas,**

### ARRÊTE

#### **ARTICLE 1 :**

L'association l'amicale des sapeurs pompiers d'Auzances sise à AUZANCES (Creuse) représentée par M. Pierre ROUGERON demeurant à ROUGNAT (Creuse) est autorisé(e) à ouvrir un débit de boissons temporaire le samedi 7 octobre 2023 à partir de 10h 00 au centre de secours - 23700 Auzances à l'occasion d'une porte ouverte et d'un repas.

#### **ARTICLE 2 :**

Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2016098-11 du 7 avril 2016 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard à 2 heures le dimanche 8 octobre 2023 et le respect des zones protégées du département.

#### **ARTICLE 3 :**

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à l'article L.3321-1 du code de la santé publique.

#### **ARTICLE 4 :**

Madame le Maire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et en tous lieux habituellement réservés à cet effet, notifié à l'exploitant demandant l'autorisation et adressé en copie à la préfecture ainsi qu'aux services de police ou de gendarmerie concernés.

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à AUZANCES, le 03 octobre 2023

Le Maire,  
Françoise SIMON

